

Grèce : les créanciers deviennent nerveux

LaTribune Crise grecque



La

Grèce pourrait faire défaut le 5 juin prochain (Crédits : reuters.com) Romaric Godin | - 799 mots

Certains créanciers de la Grèce commenceraient-ils à paniquer ? En tout cas, ils semblent chercher clairement à trouver une porte de sortie au blocage dans lequel leur propre intransigeance a conduit les discussions actuelles. [Selon le quotidien munichois Süddeutsche Zeitung \(SZ\)](#) de ce jeudi 21 mai, les créanciers européens envisageraient de renouveler « jusqu'à l'automne » le programme d'aide à la Grèce qui, rappelons-le, devait venir à échéance le 31 décembre 2014 et a déjà été prolongé deux fois, de deux, puis de quatre mois, jusqu'au 30 juin.

4 milliards d'euros pour cet été

Selon la SZ, cette prolongation est désormais considérée par « un fonctionnaire européen de haut rang » comme « la meilleure option. » Cette prolongation s'accompagnerait du versement de « près de 4 milliards d'euros » à Athènes (sur les 7,2 milliards d'euros encore disponibles) et permettrait d'engager des discussions pour un « troisième plan d'aide. » En compensation, Athènes devra réaliser « 5 milliards d'euros » d'économies, souligne le journal allemand. Mais en réalité, ces 5 milliards d'euros correspondraient aux mesures prévues par le « plan Juncker », révélé lundi 19 mai par le quotidien grec To Vima. Les deux principales mesures envisagées par ce plan étaient le maintien de l'impôt sur les résidences principales, l'Enfia, et une réforme de la TVA. Le premier point serait clairement une concession du gouvernement puisque Syriza avait promis de supprimer l'Enfia, le second est encore en discussion au niveau technique pour définir l'étendue de l'unification du taux de TVA (il y en a aujourd'hui trois).

Une victoire pour Syriza ?

En revanche, selon la SZ, les réformes du marché du travail et des pensions seraient remises à plus tard, officiellement à l'automne. Les créanciers seraient donc alors prêts à reconnaître leur impossibilité à franchir les « lignes rouges » tracées par le gouvernement grec et sur lequel ce dernier a clairement fait savoir qu'il ne bougerait pas. Ce serait donc une victoire pour Athènes que le gouvernement pourrait utiliser pour faire accepter le maintien de l'Enfia et la réforme de la TVA, notamment à l'aile gauche de Syriza qui est de plus en plus sceptique sur la stratégie menée par Alexis Tsipras. Preuve aura en effet été faite que la résistance grecque a permis de « faire plier » les créanciers. Quant à ces derniers, ils pourront toujours prétendre vouloir rouvrir le dossier à l'automne.

Division au sein du camp des créanciers

Ce plan évoqué par la SZ ressemble à s'y méprendre à celui [publié lundi par To Vima](#). Comme lundi, des sources gouvernementales grecques affirment à La Tribune que les négociateurs grecs n'ont pas reçu de propositions de ce type de la part des créanciers. Autrement dit, il s'agit de propositions internes au camp des créanciers qui semblent de plus en plus divisé. Alors que, mercredi 20 mai, le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble affirmait « ne pas pouvoir garantir qu'il n'y ait pas de défaut de la Grèce », certains semblent désormais s'alarmer de cette perspective. Or, Athènes augmente la pression. Par la voix d'un porte-parole de Syriza, mercredi, elle a fait savoir que, si le 5 juin, aucun accord n'était trouvé, la Grèce ne paiera pas l'échéance de 302 millions d'euros due au FMI. Une stratégie qui semble porter ses fruits puisque certains créanciers cherchent une porte de sortie.

Que fera Angela Merkel ?

Le débat se place donc désormais au sein du camp des créanciers entre ceux qui sont prêts à accepter les « lignes rouges » d'Alexis Tsipras pour éviter l'aventure du défaut et ceux qui considèrent qu'il faut maintenir les exigences de « réformes » en comptant sur l'assurance que la Grèce n'osera pas aller jusqu'au défaut. Grosso modo, ce conflit semble opposer la Commission européenne à Wolfgang Schäuble et ses alliés au sein de l'Eurogroupe. La BCE semble également plutôt dans le premier camp. Elle a très légèrement augmenté, de 200 millions d'euros hier, le montant disponible de l'aide à la liquidité d'urgence, qui atteint désormais 80,2 milliards d'euros. Un petit geste, mais qui s'est encore accompagné d'un refus de durcir les conditions de collatéral. Depuis le 4 février, la BCE a augmenté l'enveloppe de l'ELA de plus de 20 milliards d'euros...

La décision, comme toujours, est entre les mains d'Angela Merkel. [La chancelière va s'entretenir ce jeudi avec Alexis Tsipras à Riga](#). Un entretien qui pourrait bien être décisif. Si la chancelière joue l'apaisement, ce plan « Juncker II » pourrait être une base pour un compromis. Avec quelques nuances, car il faudra trouver le moyen de réunir les fonds pour rembourser les échéances des 6,7 milliards d'euros titres grecs détenus par la BCE et arrivant à échéance cet été...

